

PRÉFET DE L'ORNE

Service de la Coordination Interministérielle
Pôle Environnement
NOR : 1122-17-20040

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SCI CGS GRECO

Lieu-dit « La Marette », Randonnai

Commune de Tourouvre au Perche

**La Préfet de l'Orne,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'Ordre National du mérite,**

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L121-1 et L122-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la Protection de l'Environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 02/05/2007 autorisant la société Combustibles GRECO à exploiter notamment une installation de fabrication de charbons de bois située au lieu-dit « La Marette » sur le territoire de la commune de Randonnai intégrée depuis 2016 au sein de la commune de Tourouvre-au-Perche concernant, notamment, la rubrique n°2420.2 (fabrication de charbons de bois par des procédés discontinus) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le jugement en date du 15/12/2014 du Tribunal de commerce d'Alençon prononçant la clôture de la liquidation judiciaire de la SARL GRECO Distribution ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la DREAL, spécialité « Installations classées » en date du 13/03/2017 transmis au propriétaire des bâtiments et des terrains concernés, la SCI GRECO SGS par courrier en date du 13/03/2017 conformément aux dispositions des articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier en date du 13/03/2017 informant, conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, l'exploitant ou son représentant des possibilités de sanctions administratives, ainsi que du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu l'absence de réponse écrite ou orale de la société dans le délai d'un mois ;

Considérant que les articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement et 19 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/05/2007 susvisé, disposent que, lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif l'une de ses installations, il notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci, cette notification étant accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi que d'un mémoire sur l'état du site précisant les mesures prises ou prévues ainsi que la nature des travaux nécessaires pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site et placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 02/05/2007 susvisé prescrit :

- que les installations désaffectées sont débarrassées de tout stock de matières polluantes et démolies au fur et à mesure des disponibilités et que les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations,
- que tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets doivent être valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées,
- la production d'une analyse déterminant les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air, ...) ainsi que la sécurité publique et la conduite d'opérations de décontamination, le cas échéant ;

Considérant que l'article L.556-3.I du code de l'environnement dispose, qu'en cas de pollution des sols ou de risques de pollution des sols présentant des risques pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et l'environnement au regard de l'usage pris en compte, l'autorité titulaire du pouvoir de police peut, après mise en demeure, assurer d'office l'exécution des travaux nécessaires aux frais du responsable, c'est-à-dire, en application du II.2° de ce même article L.556-3, le dernier exploitant de l'installation à l'origine de la pollution des sols, ou à titre subsidiaire, en l'absence de ce dernier, le propriétaire de l'assise foncière des sols pollués par une activité ou des déchets, s'il est démontré qu'il a fait preuve de négligence ou qu'il n'est pas étranger à cette pollution ;

Considérant que les SARL GRECO Distribution et Combustibles GRECO ayant un n° de SIRET identique (950 645 523 00016) sont à considérer comme une même entité sur le plan juridique ;

Considérant que, lors de la visite en date du 06/12/2016, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté :

- la cessation de l'exploitation d'une usine de fabrication de charbons de bois sur la commune de Tourouvre-au-Perche par la société Combustibles GRECO (GRECO Distribution),
- l'absence d'achèvement de la remise en état du site et du dépôt d'un dossier de notification de cessation d'activité accompagné d'un mémoire sur l'état du site ;

Considérant que ces faits sont susceptibles d'engendrer un risque pour la sécurité de tiers qui pénétreraient sur le site et de pollution chronique pour les eaux tant souterraines que superficielles (incertitude sur le niveau de pollution des sols).

Considérant que la liquidation judiciaire de la SARL GRECO Distribution (Combustibles GRECO), pour l'exploitation de son ancienne usine de fabrication de charbons de bois et de vente de combustibles, ayant été clôturée le 15/12/2014, les actions administratives pour imposer la mise en sécurité du site ne peuvent, dorénavant, n'être dirigées, dans un premier temps, qu'à l'encontre du propriétaire du site, c'est-à-dire la société SCI GRECO SGS, ses gérants ayant été les gérants de la société Combustibles GRECO et ne pouvant pas, ainsi, être considérés comme étrangers à une éventuelle pollution du site ;

Considérant, compte-tenu des constats susmentionnés réalisés le 06/12/2016, qu'il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SCI GRECO SGS de respecter les dispositions des articles 18 et 19 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2007 susvisé ainsi que des articles R.512.39-1 et suivants du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et, notamment, de procéder à sa mise en sécurité et au dépôt d'un dossier de notification de cessation d'activité accompagné d'un plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi que d'un mémoire sur l'état du site ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne,

A R R E T E

ARTICLE 1 : La société SCI GRECO SGS, dont le siège social est situé au lieu-dit «La Marette », Randonnai 61190 Tourouvre-au-Perche, pour une ancienne usine de fabrication de charbons de bois implantée à la même adresse sur des terrains lui appartenant sur les parcelles cadastrées section B, n° 780 et 245 a et exploitée en dernier lieu par la société COMBUSTIBLES GRECO (GRECO Distribution), est mise en demeure de satisfaire aux dispositions des articles 18 et 19 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2007 ayant autorisé son exploitation, ainsi que des articles R.512-39-1 et suivants du code de l'environnement, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et, notamment :

- d'achever des opérations de mise en sécurité du site, sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, c'est-à-dire, notamment :

- l'évacuation et/ou l'élimination de toutes les installations, matières premières et produits finis,
 - l'évacuation et l'élimination des produits dangereux ainsi que des déchets présents sur le site,
 - la coupure des énergies (eau, gaz et électricité),
 - les interdictions ou limitations d'accès au site,
 - la suppression des risques d'incendie et d'explosion,
 - la surveillance des effets de l'installation sur son environnement ;
- de transmettre, dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté, la notification d'arrêt d'exploitation de cette ancienne usine accompagnée d'un plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi que d'un mémoire sur l'état du site justifiant de ces opérations et comprenant l'analyse prescrite par l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 02/05/2007 susmentionné déterminant les risques résiduels pour ce qui concerne l'environnement (sol, eau, air, ...) ainsi que la sécurité publique et, comprenant, le cas échéant, la justification d'opérations de décontamination.

ARTICLE 2 : Frais

Tous les frais occasionnés par les études et travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 3 : Faute pour le gérant de la SCI GRECO CGS de se conformer aux dispositions du présent arrêté, les sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-I du code de l'environnement pourront être appliquées (consignation de fonds, travaux d'office, suspension du fonctionnement de l'installation, astreinte journalière, amende administrative).

ARTICLE 4 : Recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 5 : Publication

Le présent arrêté est notifié à la SCI GRECO SGS, et est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Orne.

Il sera affiché en mairie par les soins du Maire de TOUROUVRE AU PERCHE pendant un mois au minimum et par l'exploitant dans son installation de façon permanente.

ARTICLE 6 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de l'Orne, le Maire de TOUROUVRE AU PERCHE, ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Normandie, l'Inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté et dont copie sera adressée pour information à la Sous-Préfète de Mortagne au Perche.

Alençon, le 2 mai 2017

Pour le Préfet,
le Sous-Préfet,
Secrétaire Général


Patrick VENANT